Un ministre qualifié de « conservateur » par les syndicats

NOUVEAU ministre, nouveau quinquennat. Les ingrédients d'une rentrée scolaire énergique et agitée sont tous là. Ce 4 septembre, le ministre de l'Éducation doit faire un déplacement à Forbach (Moselle), aux côtés du président Macron. Au programme : un échange dans une école de l'éducation prioritaire avec des classes de CP doublées, l'une des grandes nouveautés de rentrée.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les syndicats d'enseignants ont fait chorus ou presque, ces derniers jours, pour doucher le volontarisme optimiste du ministre. Profitant du fait que Jean-Michel Blanquer a multiplié les déclarations et les interviews à l'approche de la rentrée, c'est dans une bataille rangée que se sont lancés certains, pour le moins virulents, passant au crible chaque petite phrase. Il s'agit de montrer les dents en ce début de quinquennat dans une sorte de guerre de positions quasi obligatoire.

Pour l'Unsa, syndicat proche du PS, fidèle ancien soutien de la ministre Najat Vallaud-Belkacem et de ses réformes dans le primaire et au collège, aujourd'hui détricotées, c'est naturellement « une rentrée sous tension, avec un ministre hyper polémique, qui multiplie les annonces ». Les annonces ? Un terme que le ministre réfute justement et qui n'en sont pas, comme son attachement revendiqué à l'apprentissage

de *La Marseillaise* qui est en réalité déjà dans les programmes scolaires. Dans les propos du ministre sur la méthode de lecture globale, Stéphane Crochet a aussi vu poindre une « tentative d'amorçage d'un conflit idéologique au sujet de l'école ».

Sans surprise, le Snes-FSU a lui aussi fait part de sa « forte inquiétude », mais de façon plus nuancée. Le principal syndicat d'enseignants du secondaire était, il est vrai, opposé à la réforme du collège menée par la précédente ministre... Frédérique Rolet décrit un message « brouillé » avec d'une part un « discours idéologique très marqué, une fétichisation des neurosciences », d'autre part, des propos « pragmatiques » avec la « volonté de donner quelques signes aux franges les plus conservatrices du monde éducatif » en passant par « son discours très prudent sur l'école de la confiance ».

Parmi les signaux lancés aux conservateurs, Frédérique Rolet cite « les polémiques inutiles sur le pédagogisme et l'égalitarisme, qui auraient sinistré notre système éducatif » ou le fait d'affirmer que 100 % des enfants doivent savoir lire à la fin du CP, ce qui est « depuis longtemps un objectif partagé par tous ». Dans un pessimisme de bon aloi, même l'assouplissement de la réforme du collège n'est pas salué. Il n'apporte pas de « bouleversement majeur » des enseignements, Un peu perdue, la pré-

sidente de la FCPE, première fédération de parents d'élèves, Liliana Moyano, se demande « quel est le projet ? Quelle est la vision ? Nous assistons à une rafale de mesures mais pas à un projet clair pour l'école ». Elle s'inquiète de la rentrée scolaire en primaire avec la suppression des contrats aidés.

Quant à l'assouplissement des rythmes scolaires, il était réclamé par une partie de ses troupes pendant le quinquennat Hollande. Mais Liliana Moyano réaffirme toujours son attachement aux

« Nous assistons à une rafale de mesures mais pas à un projet clair pour l'école »

LILIANA MOYANO (FCPE)

cinq journées de cours par semaine. Et critique le fait que « les parents aient été mis devant le fait accompli du retour à quatre jours de classe » par les communes et les enseignants. « Le ministre devrait prendre garde à ne pas plonger dans le piège des déclarations à tonalité revancharde qui n'apportent rien et agacent alors que son intérêt pour les neurosciences, par exemple, est séduisant », souligne Philippe Tournier, le représentant du SNPDEN-Unsa, le syndicat de chefs d'établissement. Pour autant, reconnaît-il, les positions conservatri-

ces affichées par le ministre « dominant aujourd'hui chez les enseignants, notamment au collège et au lycée ». Lui se réjouit de l'ouverture prochaine de négociations sur une réforme du bac « nécessaire », salue l'assouplissement de la réforme du collège « qui permet de sortir d'un psychodrame épouvantable » et se félicite surtout de « l'absence de la nouvelle loi d'orientation sur l'école ».

Proche de la droite, le Snalc, très remonté ces dernières années contre la réforme du collège de Najat Vallaud-Belkacem, est en toute logique ravi. « Loin de l'esprit passéiste, dont certains l'accusent aujourd'hui, le ministre a adopté au contraire une attitude pragmatique face à la réalité de l'école et de ce que savent nos élèves. Ceux qui font la polémique sont ceux qui font de grosses affaires de simples déclarations », ajoute Albert-Jean Mougin, son vice-président, évoquant un « réveil de la pédagogosphère ». Comme l'ancien directeur des cahiers pédagogiques, Philippe Watrelot, un fidèle soutien de Najat Vallaud-Belkacem qui ironise sur les réseaux sociaux. Ou l'ancien conseiller officieux de la ministre socialiste, l'historien de l'éducation Claude Lelièvre, qui y va de sa petite musique assassine sur son blog. Le ministre fait feu de tout bois, depuis sa nomination, estime-t-il, pour « attirer l'attention ». Comme un air de déjà-vu. ■

C. B. ET M.-E. P.